

Les syndicats refusent de lâcher prise face au gouvernement Michel

M
1 AN DU
GOUVERNEMENT
MICHEL

Un an de mobilisation n'a pas suffi à faire plier l'équipe Michel. Alors, les syndicats en remettent une couche.

ANALYSE
NATHALIE BAMPS

Combien seront-ils dans la rue ce mercredi? Il y a 11 mois, le 6 novembre, CSC, FGTB et CGSLB avaient réussi à organiser une manifestation monstre, ralliant à leur cause

entre 100.000 et 120.000 personnes. La plus grande manifestation du XXI^e siècle, et la seconde en importance après celle réalisée contre la politique néo-libérale du gouvernement Martens-Gol en 1986.

Ce mercredi, peu de chance qu'ils rééditent l'exploit. «On attend un maximum de monde. Une belle mobilisation», dit-on de toutes parts. Mais, prudents, les syndicats refusent d'avancer des chiffres. Car ils le savent, en un an, le contexte a bien changé: le gouvernement Michel est bien installé, et malgré les remous internes causés par les désaccords entre l'aile «sociale» du CD&V, et l'aile ultra-libérale de la N-VA et l'Open VLD, l'équipage tient le cap. Tellement bien que les grandes réformes censées marquer le tournant de l'ère de la gouvernance socialiste sont sur les rails:

saut d'index, réforme des pensions, réforme fiscale.

Que reste-t-il, alors, aux syndicats, à livrer comme arguments pour mobiliser les foules? Pas grand-chose. Dans le milieu, on ne le dit pas à haute voix, mais on reconnaît qu'il a fallu adapter la stratégie pour regonfler le moral des troupes. Un an de gouvernement Michel, ce n'est pas très vendeur pour pousser 100.000 personnes à descendre dans la rue. Cette manifestation du 7 octobre sera donc un test. Et pour le réussir, les syndicats ont opté pour la carte de la pédagogie. C'est ainsi que l'on a vu, la semaine dernière, le leader de la FGTB bruxelloise, Philippe Muyters, expliquer aux Bruxellois le pourquoi d'une nouvelle manifestation en pleine gare Centrale. Un long tract estampillé front commun FGTB-

CSC-CGSLB détaille toutes les mesures négatives prises par le gouvernement. Didactique jusqu'au bout des ongles. Le non-marchand et l'horeca ont aussi mené leurs actions afin de sensibiliser les gens à «la manif du 7».

Les syndicats ont aussi laissé tomber les grands slogans pour mettre les gens face à la «réalité» des chiffres, façon PIB. Un exercice périlleux et risqué, sur lequel ils jouent leur crédibilité. Ce ne sera que ce mercredi, en fin de journée, qu'on saura s'il a été payant. Quoi qu'il en soit, on sait déjà qu'ils ne s'arrêteront pas là. Ils l'ont déjà annoncé: ce n'est qu'un (nouveau) début. Un nouveau plan d'action est déjà programmé jusque décembre. «Mais il pourra être modifié en fonction des discussions au sein du groupe des dix, nuance la FGTB.



LES DÉCODEURS

Les chiffres, une arme de mobilisation diabolique

LES FAITS

Afin de sensibiliser et mobiliser la population, les syndicats ont calculé l'impact des mesures prises par le gouvernement Michel sur les citoyens. Que ce soit en matière de tax shift ou de saut d'index, FGTB et CSC ont fait tourner leurs simulateurs afin de démentir les «promesses» de Charles Michel.

«Tax shift, la grande illusion», dénonce la FGTB. «100 euros par mois, où ça?» Les syndicats balancent du concret.

Voici trois exemples tirés des tracs de la FGTB. Un **pensionné** avec un revenu brut mensuel de 1.220 euros **perdra 45 euros par mois**. Une **famille** (2 enfants, parents actifs à temps plein, 4.600 euros brut de revenus) **perd 66 euros par mois**. Un **isolé** à temps plein (1.560 euros brut par mois) **perd 1 euro**. On est en effet loin des promesses annoncées. Les syndicats font mouche.

LE DÉCODAGE

Mais les simulations sont-elles crédibles? Pas complètement. Elles ne sont pas fausses, mais les calculs sont orientés par les paramètres qui sont pris en compte.

«**Ils ne tiennent pas compte des facteurs exogènes**», explique Ivan Van de Cloot, économiste chez Itinera Institute, qui cite l'exemple de la hausse de TVA sur l'électricité. «**En même temps, les prix pétroliers baissent, ils ne le disent pas.**» Ces paramètres ne correspondent pas à la réalité actuelle de notre économie. Preuve en est avec le saut d'index. Il n'interviendra que lorsqu'il y aura dépassement de l'indice-pivot, ce qui nécessite un niveau d'inflation suffisant. Or, le Bureau du plan l'a annoncé hier, l'inflation en 2015 est quasi nulle, à 0,5%. L'indice-santé, base pour le calcul des salaires, n'est annoncé qu'à 1%.

Si on reprend les simulations de la

FGTB (basées sur 2% d'index), on arrive donc à une **perte de 32 euros** par mois pour le **pensionné**, un **gain de 41 euros** pour la **famille**, et un **gain de 17,5 euros** par mois pour l'**isolé**.

On reste loin des 100 euros par mois promis par Charles Michel pour les bas salaires. Car le Premier ministre ne tenait pas compte des mesures à impact négatif (accises, TVA,...). Mais les pertes ne sont pas aussi conséquentes que ce que la FGTB veut faire croire.

«**Et surtout, leur calcul est problématique, car il ne tient pas compte de l'objectif de la réforme, qui est de créer de l'emploi, avec les effets retour que cela suppose...**» ajoute Ivan Van de Cloot.

Ce dernier précise que, compte tenu de l'inflation actuelle, «on est en **plein nirvana**». **L'inflation étant quasi nulle, il n'y a pas de perte de pouvoir d'achat pour les gens, mais il y a une modération salariale naturelle qui aide la compétitivité**

des entreprises...»

L'économiste nuance également l'impact du saut d'index. «**Il est absurde de dire que l'on va perdre XX milliers d'euros sur la carrière. La perte peut très bien se rattraper un jour dans les négociations salariales, quand la productivité offrira de nouvelles marges...**» Un autre économiste nuance: «**Le saut d'index aura bel et bien lieu un jour. Il y aura donc un impact, mais essentiellement pour les gens qui travaillent. D'un autre côté, le saut d'index va aussi profiter aux locataires et à tous les particuliers dont les dépenses sont indexées...**»

Ce même économiste estime qu'il y a un certain équilibre respecté dans les mesures gouvernementales. «**On finance la baisse du coût du travail à la fois par les entreprises et les actionnaires et par la population, mais celle qui ne travaille pas, c'est-à-dire autant les rentiers que les allocataires sociaux.**»

N.B.

TEST

QUAND LA CSC JOUE LA CARTE DE LA SIMULATION, ELLE TROUBLE LES ESPRITS...

	Flandre	Wallonie & Bruxelles
Coût net du saut d'index, après impôts, par le biais des barèmes indexés	€ 517,25	€ 517,25
Produit mesures fiscales et corrections sociales	€ 2.468,58	€ 2.468,58
Le principal coût pour vous et votre ménage: les nombreuses mesures qui augmentent les "trais" du budget familial	€ -830,21	€ -300,60
TOTAL GÉNÉRAL	€ 2.055,62	€ 2.685,23

13h16

	Flandre	Wallonie & Bruxelles
Coût net du saut d'index, après impôts, par le biais des barèmes indexés	€ -789,52	€ -789,52
Produit mesures fiscales et corrections sociales	€ 1.081,00	€ 1.081,00
Le principal coût pour vous et votre ménage: les nombreuses mesures qui augmentent les "trais" du budget familial	€ -830,21	€ -300,60
TOTAL GÉNÉRAL	€ -538,73	€ -9,12

14h42

	Flandre	Wallonie & Bruxelles
Coût net du saut d'index, après impôts, par le biais des barèmes indexés	€ -966,70	€ -966,70
Produit mesures fiscales et corrections sociales	€ 330,63	€ 330,63
Le principal coût pour vous et votre ménage: les nombreuses mesures qui augmentent les "trais" du budget familial	€ -830,21	€ -300,60
TOTAL GÉNÉRAL	€ -1.466,28	€ -936,67

14h46

	Flandre	Wallonie & Bruxelles
Coût net du saut d'index, après impôts, par le biais des barèmes indexés	€ -194,05	€ -194,05
Produit mesures fiscales et corrections sociales	€ 0,00	€ 0,00
Le principal coût pour vous et votre ménage: les nombreuses mesures qui augmentent les "trais" du budget familial	€ 0,00	€ 0,00
TOTAL GÉNÉRAL	€ -194,05	€ -194,05

16h11

La CSC a lancé, vendredi dernier, un **outil de simulation en ligne** afin de permettre à chacun de calculer ce que le gouvernement Michel lui fait perdre (ou gagner). Un outil très attractif, et à priori précis. Le syndicat y enregistre 60.000 visiteurs par jour. Le simulateur demande d'encoder certaines données précises (salaire brut, situation familiale, mode de consommation liée aux accises, ...) **«Vous constaterez que le résultat est souvent négatif»**, annonce le syndicat.

On a donc testé. Hypothèse de départ: isolé, avec deux enfants à charge, salaire brut légèrement supérieur à la moyenne, fumeur, roulant au diesel, locataire. **Le verdict?** Oui, le résultat est souvent négatif. Mais il varie selon l'heure de l'encodage... (voir ci-contre). Nous nous sommes retrouvés avec un gain de 2.685 euros à 13h16 (dont 517 euros grâce au saut d'index, merci Charles Michel!), pour enregistrer, une heure et demi plus tard, une perte de 636 euros.

Une variation digne des cours de Wall Street... Nous avons donc contacté la CSC afin d'avoir plus d'explications. **Koen Meesters**, expert fiscalité, nous a confirmé qu'il pouvait y avoir un bug du simulateur. **«Afin de l'éviter, il faut faire un refresh du site avant de réencoder les données.»** Dernier verdict: entre une perte de 194 ou de 161 euros, le simulateur n'arrive toujours pas à choisir... Le chiffre de 2.685 euros de gain, lui, ne reviendra jamais. Dommage... **N.B.**